

L'hon. M. MACDONALD (Pictou): De combien le présent ministère a-t-il accru la dette publique, au dire de mon honorable ami?

M. PRESTON: De cent millions de dollars.

L'hon. M. MACDONALD (Pictou): En réalité, il l'a diminuée.

M. PRESTON: Pour le prouver, il vous faudra déposer un budget différent de celui-ci.

Le très hon. M. MEIGHEN: Il l'a "diminuée" en endossant ses propres billets.

M. PRESTON: Le ministère a été le plus prodigue et le plus extravagant des pays de langue anglaise, à une époque où la prodigalité est un crime.

Il avait promis de réduire les impôts. Ceux-ci sont aujourd'hui plus élevés qu'à son arrivée au pouvoir. A l'entendre, il devait encourager l'immigration et ramener "l'âge d'or" de Laurier". Il n'a pas réussi à tracer un bon programme d'immigration, et près d'un quart de million de Canadiens ont quitté le pays depuis qu'il est au timon des affaires.

Et il en est ainsi jusqu'à la fin du chapitre.

Monsieur l'Orateur, la pure vérité est que ce parti minoritaire a anéanti le gouvernement responsable au Canada. Il est en minorité dans cette salle et il ne représente qu'un groupe infime de la population canadienne. Il ne retient les rênes de l'administration que grâce au bon vouloir de ses maîtres venus de l'Ouest. C'est là-bas, parmi le groupe progressiste que se trouvent les véritables administrateurs de ce pays. Le parti libéral est en selle; le parti progressiste dirige la monture. Les détenteurs de portefeuilles sont simplement en tutelle. Le député de Brandon est l'éminence grise. C'est lui, plutôt que le très honorable premier ministre, qui trace la ligne de conduite que suivra ce Dominion. Il a un agent complaisant dans la personne du ministre de la Justice (l'hon. M. Lapointe). Celui-ci a visité l'Ouest, l'an dernier, et il a déclaré aux cultivateurs de là-bas qu'il n'existait pas de différence entre son parti et le leur. "Nous désirons faire ce que vous voulez que nous fassions", leur a-t-il dit, "commandez-nous et nous vous obéirons". Monsieur l'Orateur, les députés d'au-delà des lacs ont donné des ordres que le ministère respecte. Aussi longtemps que l'ex-ministre de la Justice (l'hon. sir Lomer Gouin) et le représentant de Shelburne-et-Queen (l'hon. M. Fielding) ont joué un rôle de premier plan dans le cabinet, cette servitude n'a

pas pu exister. Cependant, l'ex-ministre de la Justice, qui avait foi en la protection, et le représentant de Shelburne-et-Queen, autre adepte de cette doctrine, sont partis et le reste du ministère—désireux de rester en selle à tout prix et docile instrument du député de Québec-Est (l'hon. M. Lapointe), qui a de grandes aspirations politiques—a plié le genou devant ses maîtres. Aussi, je déclare que aujourd'hui les membres du groupe progressiste sont les véritables arbitres des destinées du Canada. Ils gouvernent le pays, et ils le gouvernent sans encourir de responsabilité. Le tout n'est qu'une simple négation des principes du Gouvernement représentatif. Et ce n'est que le commencement, monsieur l'Orateur. Ces messieurs nous apprennent qu'ils n'en sont qu'à leur "premier pas". Ils ont sonné le "glas de la protection", nous disent-ils; ils nous avertissent d'attendre à l'an prochain.

D'une part, la couardise d'une minorité et, d'autre part, la tyrannie d'une autre minorité, mettent en péril toute la prospérité nationale. En vérité, il est impossible de signaler une seule démarche administrative ou une seule décision législative des deux dernières années et de dire: "Le gouvernement King a fait du bien dans ce cas". D'un bout à l'autre, partout où nous nous renseignons franchement, nous ne voyons qu'insuccès, impuissance, défaillance et humiliation.

Et maintenant, une seule remarque pour terminer. J'ai parlé des dangers qu'offre le présent budget. J'ai tenté d'indiquer le péril qui menace la vie nationale par suite des atteintes au tarif. J'ai signalé la longue kyrielle de revers, de défaillances, d'affronts et de capitulations devant les intérêts égoïstes qui a caractérisé le présent régime. J'ai passé en revue les promesses violées, les manquements de foi, les apostasies de principes, dont les annales du pays n'ont pas d'exemple. Mais, il est inutile de faire appel à cette législature. Le troupeau servil qui entoure le ministère à quelque exception près, a avili l'honneur dans la vie politique. Il a rabaisé le niveau de la vie publique. Il ne tient à rien, si ce n'est au pouvoir. Cependant, le jour du jugement approche. Le ministère devra tôt ou tard rendre compte de son administration dans le forum de la nation et lorsque ce jour luira les membres de la gauche attendront le résultat avec confiance.

Ouvrez les annales de la Confédération, monsieur l'Orateur; vous y verrez que chaque fois qu'il a traversé des temps difficiles, le pays s'est tourné vers le parti conservateur. Que ce soit vers lui qu'il se tourne à l'heure actuelle, j'en ai la certitude. Et